

ÉDITORIAL

Tenir les deux bouts de la chaîne

Tout en humilité, ce qui lui a jusqu'à présent réussi, mais n'hésitant plus à parler à la première personne du singulier, ce qui traduit la nouvelle organisation de l'exécutif, ainsi est apparu Édouard Philippe pour sa seconde déclaration de politique générale. Une déclaration sans surprise teintée de vert – il faut bien reconquérir les électeurs qui ont voté écolo le 26 mai – mais qui traduit jusqu'à la caricature ce fameux souci de l'équilibre, plus connu désormais sous l'expression « en même temps ». Si l'annonce la plus spectaculaire concerne l'extension de la PMA aux couples de femmes homosexuelles, c'est parce que le pouvoir a longuement hésité à traduire en acte cet engagement du candidat Macron, par crainte de heurter la droite et de réveiller de vieilles querelles. Mais c'était le prix à payer pour satisfaire cette aile gauche du parti présidentiel qui piaffe d'impatience, quitte à copier Hollande : une « avancée sociétale » pour faire avaler une réforme économique. Hier, le mariage homosexuel pour faire passer le CICE et la politique de l'offre ; aujourd'hui, la PMA pour compenser les baisses d'impôts, la réforme des retraites, mais aussi un discours de fermeté sur l'asile et l'immigration.



Bruno Dive

La PMA pour compenser les baisses d'impôts, la réforme des retraites, mais aussi un discours de fermeté sur l'asile et l'immigration

À y regarder de plus près, il s'avère cependant que le duo Macron-Philippe tient soigneusement, et en tous domaines, les deux bouts de la chaîne. La réforme de l'Assurance-chômage ? Un coup à gauche, avec le bonus-malus sur les contrats courts qui déplaît tant au Medef ; un coup à droite, avec la dégressivité des allocations. La réforme des retraites ? On ne touche pas à l'âge légal, voyez ma gauche ; mais on invente un « âge d'équilibre », vive la droite. La baisse des impôts ? Voilà qui fleure bon la réforme libérale même si celle-ci ne concerne pas les plus aisés ; mais sur la réduction des dépenses, c'est encore et toujours le flou artistique et socialiste.

On pourrait multiplier à l'infini ces exemples d'une politique qui assume le fait de dépasser les clivages traditionnels et qu'Édouard Philippe entend tellement incarner qu'il a revendiqué le patronage de quatre Premiers ministres : deux de gauche (Mendès France et Rocard) et deux de droite (Pompidou et Juppé). Emmanuel Macron peut cependant dormir tranquille : seul l'un de ces quatre-là a réussi à devenir président de la République. Et Georges Pompidou avait loyalement servi le général de Gaulle qui lui aussi était entouré de gaullistes et de gauche et de droite...

ÇA VA FAIRE DU BRUIT

Requins. Une vingtaine de requins bouledogues, une espèce protégée, seront prochainement abattus en Nouvelle-Calédonie après deux attaques, dont l'une mortelle, survenues ces dernières semaines, ont annoncé, hier, les autorités locales.



« Nous ne devrions pas le faire »

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a promis mardi que son pays ne saborderait pas les efforts internationaux pour réduire la pollution plastique.

42

C'est, en pourcentage, le nombre de personnes qui font confiance aux médias qu'elles consultent, selon le rapport annuel du Reuters Institute publié hier. L'étude porte sur 75 000 personnes dans 38 pays.

SUD OUEST.fr

Stéphane Plaza, nouvel animateur préféré des Français : « Je me sens validé ».

Le coup de crayon de Large et Un

L'ANESTHÉSISTE DE BESANÇON SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE



ENTRETIEN

« On a besoin de réconcilier le politique, le citoyen et l'expert »

Membre de la Cour des comptes européenne, Danièle Lamarque anime les Journées de l'évaluation des politiques publiques, à Sciences Po Bordeaux

« Sud Ouest » L'évaluation de l'action publique a été institutionnalisée il y a trente ans, sous le gouvernement Rocard. Quel bilan ?

Danièle Lamarque L'évaluation des politiques publiques est entrée dans le paysage institutionnel et la culture publique, et même dans la Constitution. Elle est portée par une communauté de praticiens, d'universitaires et maintenant de jeunes évaluateurs réunis au sein de la Société française d'évaluation, qui recense déjà dans son Observatoire près de 3 000 évaluations. Un succès donc, mais qui reste à consolider : au Parlement, dans les collectivités locales également, où elle reste fragile, et même au sein de l'État.



Danièle Lamarque. PHOTO DR

La crise des gilets jaunes ne symbolise-t-elle pas la faillite de l'évaluation ?

Oui et non. Les gilets jaunes insistent sur la démocratie participative, l'évaluation, elle aussi, encourage la contribution des citoyens à la décision et au débat publics. Cette crise a révélé la complexité de l'action publique, écartelée entre la protection de l'environnement et les réalités de l'emploi, du logement et des mobilités sur un territoire. Des conflits d'objectifs que l'évaluation connaît bien. Mais l'évaluation, qui porte un regard lucide et sans passion sur l'action publique, n'a pas de rapport direct avec cette crise. Et la démocratie qu'elle revendique ne se substitue pas à la démocratie représentative, elle l'accompagne et la renforce.

L'évaluation doit rendre l'action publique plus lisible. Que penser d'un gouvernement qui augmente une taxe carbone qui frappe d'abord les plus pauvres ?

Au-delà de la révolte fiscale, cette mesure illustre bien la difficulté de la décision publique : comment l'expliquer, la préparer et proposer les mesures d'accompagnement

« On a plus que jamais besoin de l'évaluation » nécessaires ? C'est ce qui a manqué, et c'est là que l'évaluation est utile. La fiscalité est aussi un moyen de limiter les comportements à risque pour les individus et la société : qu'on pense aux automobilistes ou aux fumeurs par exemple.

L'évaluation est affaire d'experts. Or la défiance de l'opinion à l'égard des présumés sachants n'a jamais été aussi importante...

Cette défiance s'accroît dangereusement avec les « fake news » et le complotisme. Les lobbies aussi corrompent l'expertise. On a donc plus

que jamais besoin de l'évaluation, qui peut réconcilier le politique, le citoyen et l'expert : mieux préparer, comprendre et accompagner la décision publique, éclairer le débat, construire la société de demain.

Vous avez présidé deux chambres régionales des comptes, des juridictions qui dénoncent sans faiblir depuis trente ans les gaspillages de fonds publics sans qu'on ait l'impression que cela change...

Non, bien des choses s'améliorent : le management local se professionnalise, la baisse des dotations pousse à rationaliser les dépenses, les citoyens demandent plus de transparence et d'efficacité, les médias les relaient. Beaucoup de collectifs rétablissent le temps de travail légal et combattent l'absentéisme. Depuis 2015, les élus doivent rendre compte des suites données aux recommandations des chambres. En Nouvelle-Aquitaine, elles sont mises en œuvre à près de 90 %.

Pouvez-vous citer des exemples où l'évaluation a permis de rendre l'action publique plus efficace ?

Les évaluations conduites par la Cour des comptes, sur le logement social et sur l'autisme, ont amené des réponses précises du gouvernement. Quant au dédoublement des classes de CP en ZEP, il avait été préconisé par plusieurs évaluations convergentes il y a plus de dix ans déjà.

Recueilli par Dominique Richard

Les Journées de l'évaluation des politiques publiques ont lieu aujourd'hui et demain à Sciences Po Bordeaux.